

Au 4^e trimestre 2020, l'emploi résiste au deuxième confinement

Insee Flash Bourgogne-Franche-Comté • n°121 • Avril 2021

En Bourgogne-Franche-Comté, comme en France, le choc économique lié au premier confinement a entraîné des pertes d'emplois salariés, mais atténuées par le recours massif au chômage partiel. Le deuxième confinement, moins contraignant et mieux préparé par les entreprises, a avant tout impacté les secteurs touchés par les mesures sanitaires. L'emploi dans la région arrive ainsi à se maintenir au quatrième trimestre 2020.

L'emploi résiste au quatrième trimestre

Après une nette augmentation des effectifs durant l'été, la reprise est ralentie par le deuxième confinement. Au quatrième trimestre, l'emploi salarié dans la région gagne 1 300 emplois, soit une légère hausse de 0,1 %. Elle est un peu plus forte dans le secteur public avec + 0,4 %, soit un peu plus de 900 créations nettes d'emplois, que dans le secteur privé (+ 0,1 %) ► figures 1 et 2.

En France, l'emploi marque un peu plus le pas que dans la région. L'emploi privé est orienté à la baisse avec - 0,1 % et l'emploi public augmente légèrement (+ 0,1 %).

Nouveau décrochage dans les services marchands hors intérim

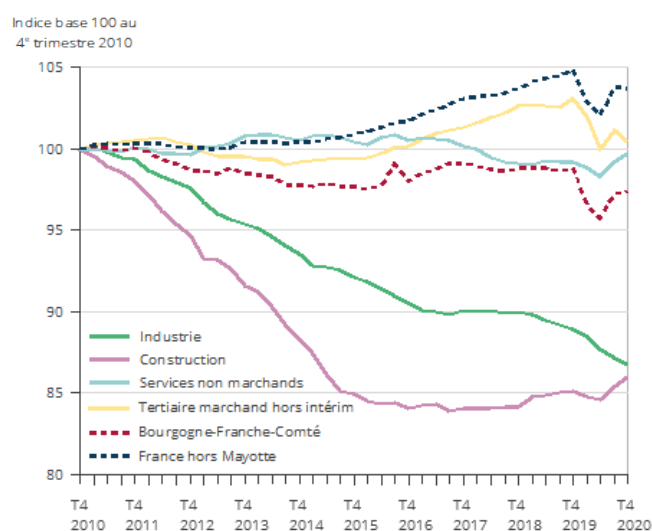
L'emploi salarié dans les services marchands hors intérim diminue à nouveau (- 1,0 %) ce trimestre après un rebond au troisième trimestre. Le secteur perd ainsi 2 400 emplois ce trimestre. L'hébergement-restauration et les services aux ménages sont les plus en difficulté, et se replient respectivement de 4,6 % et 2,3 %.

Au-delà de la crise sanitaire, l'emploi industriel en recul depuis plusieurs années reste sur une tendance à la baisse, - 0,5 % ce trimestre.

À l'inverse, l'intérim, les services non marchands et la construction continuent leur redressement, mais sur un rythme moins soutenu. Le confinement de cet automne, moins strict que le précédent, a permis aux transports de consolider la reprise entamée au troisième trimestre.

Les effectifs du secteur progressent ainsi de 0,7 % ce trimestre. L'information-communication et l'industrie agroalimentaire résistent également, avec des augmentations de 0,1 et 0,4 %.

► 1. Évolution de l'emploi salarié par secteur en Bourgogne-Franche-Comté



Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf-Caisse nationale, Dares, Insee

Cette étude a été réalisée en partenariat avec :

► 2. Évolution de l'emploi salarié dans les principaux secteurs

Secteur	Effectifs T4	2020			
		Évolution sur 3 mois		Évolution sur 1 an	
		T3	T4	Effectifs	%
Agriculture	17 900	- 1,9	+ 4,7	30	+ 0,1
Industrie	165 200	- 0,6	- 0,5	-4 180	- 2,5
Industries extract, énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage	11 800	- 0,1	- 0,5	-150	- 1,2
Industrie agro-alimentaire	26 300	+ 0,4	+ 0,4	10	+ 0,0
Biens d'équipement	21 600	- 1,0	- 1,2	-1 180	- 5,2
Matériels de transport	21 300	- 0,8	- 2,3	-1 090	- 4,9
Autres secteurs industriels	84 100	- 0,8	- 0,1	-1 180	- 2,1
Construction	51 300	+ 0,9	+ 0,7	500	+ 1,0
Commerce	120 000	+ 0,0	- 0,1	-1 460	- 1,2
Services marchands hors intérim	231 900	+ 1,7	- 1,0	-8 010	- 3,3
Transport	52 300	+ 0,3	+ 0,7	-550	- 1,0
Hébergement-restauration	29 600	+ 6,0	- 4,6	-3 640	- 11,0
Information-communication	8 400	+ 0,6	+ 0,1	-130	- 1,5
Services financiers	21 300	- 1,2	- 0,5	-610	- 2,8
Services immobiliers	7 000	- 0,9	- 1,2	-200	- 2,8
Services aux entreprises	72 300	+ 1,6	- 0,3	-160	- 0,2
Services aux ménages	41 000	+ 2,9	- 2,3	-2 730	- 6,2
Intérim	35 700	+ 33,7	+ 5,2	-3 060	- 7,9
Services non marchands	338 400	+ 0,9	+ 0,5	1 750	+ 0,5
Ensemble	960 400	+ 1,5	+ 0,1	-14 440	-1,5
dont Privé	720 000	+ 1,7	+ 0,1	-15 430	- 2,1
Public	240 400	+ 1,0	+ 0,4	990	+ 0,4

Note : les données du dernier trimestre sont provisoires. Le nombre d'emplois étant arrondi, le total des emplois n'est pas forcément égal à la somme des emplois des différents secteurs.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf-Caisse nationale, Dares, Insee

► 3. Évolution trimestrielle de l'emploi salarié par département et secteur

	Emploi salarié 4 ^e trimestre 2020	Évolution sur 3 mois (4 ^e trimestre 2020)								
		Ensemble		% par secteur						
		Effectifs	%	Agriculture	Construction	Industrie	Commerce	Intérim	Services marchands hors intérim	Services non marchands
Côte-d'Or	214 000	+ 480	+ 0,2	+ 7,5	+ 1,0	- 0,4	- 0,7	+ 8,5	- 1,1	+ 0,6
Doubs	193 200	- 170	- 0,1	+ 4,8	+ 0,7	- 0,9	- 0,3	+ 4,2	- 1,3	+ 0,6
Jura	85 500	+ 610	+ 0,7	+ 4,9	+ 1,3	- 0,3	+ 0,3	+ 10,2	- 0,3	+ 0,9
Nièvre	65 300	- 150	- 0,2	+ 3,1	+ 0,1	- 0,8	+ 0,1	+ 2,1	- 1,2	+ 0,1
Haute-Saône	65 800	+ 440	+ 0,7	- 0,3	+ 0,4	- 0,3	+ 1,1	+ 6,2	+ 1,1	+ 0,3
Saône-et-Loire	181 400	+ 240	+ 0,1	+ 5,2	+ 0,6	- 0,3	+ 0,2	+ 1,6	- 1,1	+ 0,7
Yonne	106 200	- 10	- 0,0	+ 2,5	- 0,1	+ 0,0	- 0,3	+ 5,7	- 1,4	+ 0,1
Territoire de Belfort	49 100	- 140	- 0,3	+ 1,3	+ 2,2	- 1,1	- 0,6	+ 5,5	- 1,6	+ 0,2
Bourgogne-Franche-Comté	960 400	+ 1 300	+ 0,1	+ 4,7	+ 0,7	- 0,5	- 0,1	+ 5,2	- 1,0	+ 0,5

Note : les données du dernier trimestre sont provisoires. Le nombre d'emplois étant arrondi, le total des emplois n'est pas forcément égal à la somme des emplois des différents secteurs.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf-Caisse nationale Dares, Insee

► Méthodologie

Cet Insee Flash Conjoncture Emploi est publié en partenariat avec les Urssaf et la Dreets qui co-produisent avec l'Insee les estimations trimestrielles d'emploi salarié. Celles-ci sont établies par l'Insee, en appliquant au socle annuel d'emploi construit à partir du dispositif Estel les évolutions trimestrielles issues de plusieurs sources mobilisées par l'Urssaf-Caisse nationale (qui pilote au niveau national les Urssaf), la Dares (service statistique du Ministère du Travail) et l'Insee. Jusqu'au 4^e trimestre 2017, les estimations trimestrielles d'emploi par région et département portaient seulement sur les salariés du secteur marchand hors agriculture et activité des particuliers employeurs. Depuis le premier trimestre 2018, le champ est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié : sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

Les données de cette publication prennent comme unité statistique le nombre d'emplois et le « privé » comprend l'agriculture et l'activité des particuliers employeurs. Les intérimaires sont comptabilisés au lieu et dans le secteur (services marchands) des agences d'intérim quels que soient le secteur et le lieu dans lequel ils effectuent leur mission. D'autres données sont disponibles en région en nombre de postes et sur un champ « privé » différent.

Enfin, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, durant la phase de montée en charge de la DSN.

► Pour en savoir plus

- Des données sur la conjoncture en Bourgogne-Franche-Comté : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2121815>
- Au niveau national, « informations rapides » Insee-Urssaf Caisse nationale-Dares : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4991006>
- Les publications des URSSAF : <http://www.acoss.fr/home/observatoire-economique/publications/publications-regionales.html>
- Les publications de la Dreets Bourgogne-Franche-Comté : <http://bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr/Interim>



L'emploi résiste mieux dans le Jura et en Haute-Saône

Au quatrième trimestre, la croissance de l'emploi ralentit dans tous les départements de la région, notamment dans le Territoire de Belfort, la Nièvre et le Doubs. L'emploi résiste davantage dans le Jura et la Haute-Saône, avec une hausse de 0,7 % ► figure 3. La reprise de l'intérim, plus marquée dans ces deux départements, y explique en grande partie celle de l'emploi. Comme l'intérim, les services non marchands et la construction sont également créateurs d'emplois dans quasiment tous les départements. La Haute-Saône est par ailleurs le seul département à profiter d'une augmentation de l'emploi dans les services marchands hors intérim. Dans tous les autres départements, ce secteur, tout comme l'industrie, perd des emplois.

14 000 destructions nettes d'emploi en 2020

Entre décembre 2019 et décembre 2020, plus de 14 000 emplois salariés ont été détruits. Au niveau national comme régional, l'emploi reste ainsi en dessous de son niveau d'avant crise. Les pertes d'emplois se concentrent dans l'hébergement-restauration, l'industrie, l'intérim et les services aux ménages.

À l'inverse, l'industrie agroalimentaire, la construction et les services non marchands parviennent à stabiliser ou à augmenter leurs emplois. ●